

## **Communiqué d'Emancipation tendance intersyndicale**

### **Etat d'exception, surveillance généralisée et discriminations... retrait du pass vaccinal !**

Dans le prolongement de l'instauration du pass sanitaire qui a prouvé son inefficacité pour lutter contre la pandémie et de l'obligation vaccinale pour certaines professions (avec ses conséquences de dizaines de milliers de suspensions et de pertes de salaire) par le biais de la loi "relative à la gestion de la situation sanitaire" du 05 août 2021... le "pass vaccinal" entre maintenant en application.

Cette nouvelle mesure prolonge et aggrave le pass sanitaire, avec des conséquences encore plus nocives : - la division des travailleur.es, en désignant comme boucs émissaires des personnels de santé qui n'en peuvent plus, exploité.es au delà du tolérable, tout comme l'hôpital public. - la stigmatisation et la mise à l'écart d'une partie des travailleur.es et de la jeunesse, particulièrement parmi les moins favorisé.es. - des conséquences catastrophiques pour une partie des salarié.es, notamment précaires, de cette nouvelle attaque contre le droit du travail (suspension du salaire, voire licenciement). - le non respect du secret médical et des prérogatives de la médecine du travail. - l'instauration d'une société de surveillance généralisée, non seulement par la police, mais aussi en déléguant les contrôles d'identité à des personnes privées, comme dans nombre de régimes autoritaires. De ce point de vue, il est tout à fait inacceptable que le Pass sanitaire soit exigé à l'entrée de rassemblements syndicaux, comme le congrès national de la FSU

Depuis plusieurs années, les "états d'urgence" divers et variés n'ont fait qu'aboutir à une diminution des libertés démocratiques : même après la fin de la situation censée les justifier, nombre de leurs dispositions ont été intégrées dans le droit commun. Le "pass vaccinal", dont l'objectif avoué n'est pas de lutter contre l'épidémie, comporte les mêmes risques pour les libertés publiques. De plus, il facilite la politique gouvernementale en détournant l'attention, alors qu'il poursuit les mesures de démantèlement de l'hôpital et de la santé publique.

Par ailleurs, il se substitue à une politique sanitaire globale, qui impliquerait de s'attaquer aux profits des capitalistes qui s'enrichissent depuis le début de la crise sanitaire : des créations massives de postes statutaires dans les hôpitaux publics (avec augmentation des salaires, déblocage du point d'indice...) ; la levée des brevets et de la propriété intellectuelle sur les vaccins, tests et traitements, la nationalisation et/ou de l'expropriation sous contrôle des travailleur.es des laboratoires et fabricants pharmaceutiques pour que les pays riches ne soient pas seuls à disposer des protections (ce qui en plus les rend illusoire) ; la gratuité des tests pour tous.tes, afin d'éviter de pénaliser encore davantage les habitant.es des quartiers populaires... ; le droit à la vaccination pour qui le souhaite, partout dans le monde... sont fondamentaux pour espérer mettre fin à la pandémie.

Encore pire : dans le système éducatif, le gouvernement a fait le choix de laisser circuler le virus, de désorganiser le fonctionnement de l'école publique laïque et de mettre en danger les personnels, les élèves et leurs familles, suscitant la colère justifiée des personnels, des parents et des lycéen.nes et une grève et des manifestations massives le 13 janvier.

Dans cette situation, il est urgent que les organisations syndicales demandent l'abrogation du pass vaccinal et du pass sanitaire, de l'état d'urgence sanitaire, de la loi du 5 août 2021 et impulsent ou participent à des mobilisations en ce sens.